



Communiqué sur la situation en Bolivie

12 décembre 2019

Au nom des organisations membres du réseau CIDSE et de Welthungerhilfe, nous saluons les accords qui ont été conclus en Bolivie pour la convocation de nouvelles élections l'année prochaine et nous espérons que les parties concernées continueront à mener un dialogue constructif. En même temps, nous regrettons profondément les victimes du conflit et tout dommage causé, non seulement sur le plan matériel, mais aussi et surtout sur le plan de la structure sociale de la Bolivie.

En tant qu'associations de solidarité internationale, nous travaillons avec plusieurs organisations de base et mouvements indigènes en Bolivie, dans les zones rurales et urbaines, de l'Amazonie aux Andes, soutenant les secteurs les plus vulnérables et défavorisés de la population. Nous veillons à la défense des droits humains de chaque Bolivien et Bolivienne, des droits collectifs des peuples indigènes et des droits de la nature.

En Bolivie, on constate de graves violations des principes démocratiques et des droits humains. Face à la mort de 35 personnes du 20 octobre au 28 novembre¹, nous exprimons notre condamnation à l'égard de :

- tous les actes de violence et toutes les violations des droits humains, y compris les attaques, les incendies d'institutions et de maisons privées, le harcèlement et les agressions, l'intention des groupes armés violents et/ou irréguliers d'accroître la polarisation et de veiller sur leurs intérêts sectoriels, ainsi que le recours excessif à la force et les violations des droits humains par les Forces armées et la Police nationale.
- toutes les actions répressives et les restrictions à la liberté d'expression, d'association et de manifestation².
- toutes les actions violentes se manifestant par **des expressions de racisme et de haine**, et toutes les activités consistant à utiliser les réseaux sociaux pour la diffusion intentionnelle d'information erronée à des fins personnelles, menaçant le droit d'information et occasionnant une tension croissante et une agitation sociale dans le pays.

Nous nous déclarons profondément préoccupés par le discours polarisé aux niveaux national et international. L'alignement des voix internationales sur les positions des groupes radicalisés des deux côtés accroît l'isolement et l'invisibilité de nombreuses organisations de base boliviennes dans un contexte très complexe pour elles. Sans une évaluation juste et impartiale du conflit, de ses causes et de ses conséquences, il ne sera pas possible de promouvoir la paix et une véritable réconciliation du peuple bolivien.

¹ <https://www.defensoria.gob.bo>

² <https://www.defensoria.gob.bo>

Nous envoyons un message à la société civile internationale, aux organismes intergouvernementaux au niveau international (Nations Unies, etc.) et régional (OEA, Commission interaméricaine des droits de l'homme), ainsi qu'à l'Union européenne, à ses États membres et au corps diplomatique, pour les exhorter à :

- adopter une vision différenciée de la crise en Bolivie et **faire une évaluation juste et impartiale du conflit**, de ses causes et conséquences, facteurs qui sont essentiels pour contribuer à une véritable réconciliation du peuple bolivien.
- **rappeler au gouvernement provisoire sa responsabilité première, qui est de mettre en œuvre de nouvelles élections transparentes sur un pied d'égalité pour tous les participants, et de promouvoir un processus démocratique et pacifique pour le règlement du conflit actuel.**
- surveiller la sortie pacifique et démocratique du conflit et **soutenir la tenue de nouvelles élections présidentielles et législatives** libres, transparentes et sur un pied d'égalité pour tous les participants.
- **ne ménager aucun effort pour soutenir le dialogue** entre les acteurs impliqués dans le conflit **et le processus de réconciliation** entre les différents groupes et secteurs profondément divisés de la population bolivienne, en faveur de la création d'une société juste, inclusive et démocratique.
- continuer d'appuyer les initiatives de divers organismes régionaux et internationaux visant à déployer des missions de défense des droits humains, en veillant à leur impartialité et à leur véracité, et à donner suite à leurs recommandations.
- **reconnaître la voix et le rôle essentiel des individus et des organisations boliviennes qui défendent les droits humains, les droits des peuples indigènes et les droits de la nature, ainsi que la légitimité et la pertinence de leur travail, en les aidant à faire ce qui importe pour mener à bien leur tâche.**
- soutenir les institutions et autorités compétentes dans les enquêtes impartiales, sérieuses et transparentes sur l'ensemble des actes de violence et des violations des droits humains.

En tant qu'organisations de solidarité internationale, nous croyons que notre place est du côté des populations vulnérables et marginalisées de la Bolivie, et nous offrons notre soutien à la société civile bolivienne dans ses efforts pour guérir les blessures du conflit et (re)construire une société véritablement démocratique, juste et inclusive.

Signataires :

CIDSE :

- Broederlijk Delen, Belgique
- CAFOD, Angleterre et Pays de Galles
- CCFD-Terre Solidaire, France
- Développement & Paix, Canada
- DKA (membre de KOO), Autriche
- Manos Unidas, Espagne
- Misereor, Allemagne

Maryknoll Office for Global Concerns, États Unis

Welthungerhilfe